

Te Avei'a - T1 2025 - L'activité économique se stabilise

Au premier trimestre 2025, l'activité économique de la Polynésie française est stable par rapport à l'année précédente. La demande extérieure progresse, portée par une fréquentation touristique toujours élevée, tandis que la demande intérieure se contracte. Si l'inflation reste contenue, la consommation des ménages n'alimente plus la croissance malgré un marché de l'emploi toujours en hausse.

Coup d'arrêt de la croissance du chiffre d'affaires des entreprises

Au premier trimestre 2025, l'activité globale des entreprises polynésiennes reste stable sur un an comme en témoigne leur chiffre d'affaires (hors banques et assurances). Celui-ci reste constant sur la même période, alors qu'il progressait encore de 1 % en glissement annuel au quatrième trimestre 2024. Ce coup d'arrêt de la croissance s'explique essentiellement par la baisse d'activité pour les entreprises répondant à la demande intérieure (- 1 %). Le chiffre d'affaires des entreprises caractéristiques du tourisme progresse de 5,5 %, malgré la baisse de 3 % de la fréquentation touristique au premier trimestre.

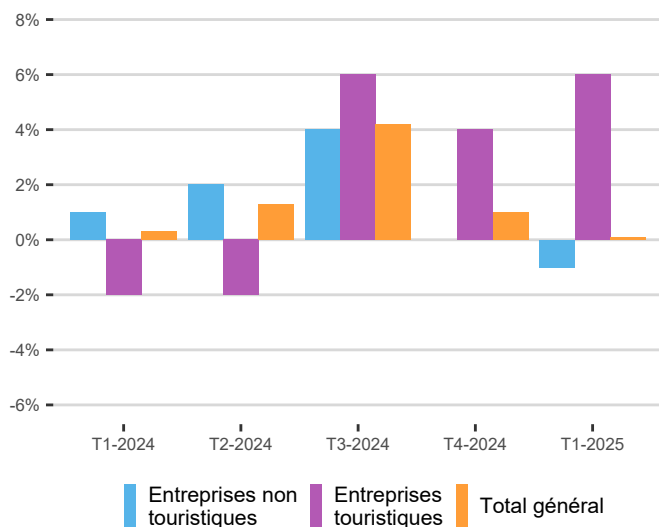
tée par le niveau toujours élevé des effectifs terrestres marchands, la hausse généralisée de la durée moyenne de séjour (+ 1 jour à 16,2 jours en moyenne) et la hausse des prix sur ces produits. La progression globale de l'activité dans les entreprises touristiques contribue ainsi pour 0,8 point au résultat trimestriel (+ 0 %), alors que le recul (- 1 %) du chiffre d'affaires des entreprises non touristiques annule la totalité de cette contribution à la croissance.

Le tassement de la croissance interne s'explique par les résultats dans la construction (- 13 %) et dans le commerce (- 1 %) qui contribuent ensemble pour - 1,8 point à l'évolution en glissement annuel des entreprises non touristiques (- 1 %). Les prix progressent en moyenne trimestrielle glissante de 1,5 % dans la construction sur le premier trimestre 2025. Si la contraction dans la construction peut s'expliquer par le ralentissement de la production de crédits au cours de l'année 2024 (- 20 % pour les ménages), la fin des investissements liés aux Jeux olympiques et des taux d'intérêt toujours élevés, la baisse d'activité dans le secteur du commerce (50 % du chiffre d'affaires des entreprises polynésiennes), en valeur et en volume, traduit un ralentissement de la consommation des ménages.

Dans le détail, le chiffre d'affaires recule dans le commerce de gros (- 2 %) et dans le commerce de détails (- 1 %); il reste stable dans le secteur du commerce automobile. Au total, la baisse du chiffre d'affaires dans le commerce contribue pour - 0,6 point au résultat global du trimestre et celle dans la construction pour - 1,1 point. Ainsi, la consommation des ménages n'alimente plus la croissance de l'économie sur ce premier trimestre 2025 avec une inflation qui, bien que contenue en dessous des 2 %, continue de progresser de 1,5 % par rapport au premier trimestre 2024 et de rogner le pouvoir d'achat des ménages non-salariés et salariés dont le salaire moyen a progressé moins vite (+ 1 % sur la même période).

Seul élément positif, le marché du travail continue de croître globalement (+ 2,5 % d'emplois salariés sur un an), mais à un rythme qui ralentit (+ 1 % depuis décembre) en s'appuyant essentiellement sur les nouvelles embauches dans les secteurs du commerce (+ 1 %) et des services (+ 0,5 %).

Fig. 1. Evolution trimestrielle du chiffre d'affaires en Polynésie française



Source : Contributions; TVA; ISPF

Si le nombre de croisiéristes est en retrait par rapport à l'année précédente (- 10 %), c'est la hausse dans le transport aérien (+ 14 %) et l'hôtellerie (+ 1,5 %) qui alimente la demande externe. Elle est por-

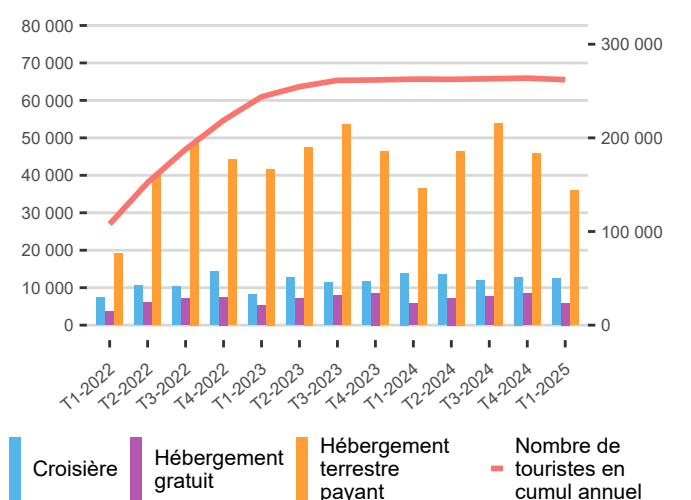
Le rythme inflationniste reste contenu à + 1,5 % en moyenne trimestrielle

Entre mars 2024 et mars 2025, l'indice des prix à la consommation progresse de 1,1 % pour se situer en moyenne trimestrielle à + 1,0 % par rapport au quatrième trimestre et à + 1,5 % par rapport à l'année précédente. Dans un contexte de hausse de la TVA sur les produits sucrés en janvier, le prix des produits alimentaires au premier trimestre est supérieur de 3,5 % au trimestre précédent et de 2 % par rapport à l'année précédente. Cette hausse se retrouve aussi dans les prix de l'hôtellerie, café, restauration (+ 1 % sur un trimestre et + 2 % sur un an), les boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants, ainsi que dans les dépenses de santé (+ 1 % sur un trimestre chacun). À l'inverse, l'inflation dans les articles d'habillement et articles chaussants (- 3 %) et les communications (- 1 %) continue de diminuer, mais le rythme ralentit sur un an (- 8 % en 2024 pour les articles d'habillement, et - 6,5 % pour les communications). Dans les transports, les prix reculent par rapport au trimestre précédent (- 1 %), alors qu'ils étaient en hausse l'année précédente (+ 0,5 %).

Le plafond de verre touristique bientôt atteint

Si la fréquentation touristique a été record en 2023 et 2024, le nombre de touristes accueillis au premier trimestre est légèrement inférieur à l'année précédente (- 3 %) pour s'établir à 54 400 touristes. En retrait après la forte augmentation de l'année précédente (+ 70 % au premier trimestre 2024), les croisiéristes sont pénalisés par la réduction de l'offre en ce début d'année. Ils contribuent pour - 2,5 points au résultat, contre - 0,7 point pour le secteur terrestre marchand qui se contracte de 1,1 % malgré le rebond de la clientèle nord-américaine (+ 1,5 %). Ainsi, le tourisme affinitaire est le seul secteur d'hébergement à progresser ce trimestre (+ 3 %), en contribuant pour 0,7 point au résultat.

Fig. 2. Nombre de touristes en cumul annuel et fréquentation trimestrielle par type d'hébergement



Source : ISPF, EFT

Au global, les principaux marchés touristiques sont légèrement en retrait, hormis l'Europe (+ 1 %). L'Amérique du Nord, la France hexagonale et l'Asie reculent chacun de 3 %, et le Pacifique de 10 %. Néanmoins, avec la hausse de la durée de séjour (+ 1 jour à 16,2 jours), le nombre de nuitées touristiques progresse (+ 3 %) et alimente les ventes de l'hôtellerie internationale (+ 5 %). Avec une offre hôtelière étoffée (+ 10 % de chambres offertes à la location) par l'ouverture de deux nouveaux hôtels, les indicateurs de gestions sont inférieurs à l'année précédente.

Les exportations de perles repartent à la hausse

Au premier trimestre 2025, les recettes de produits locaux sont supérieures d'un quart à l'année précédente pour s'établir à 3,6 milliards de F.CFP, portées par le rebond des exportations de perles (+ 50 %) qui atteint 2,5 milliards de F.CFP. Ce résultat s'explique par la hausse des volumes exportés qui ont doublé sur un an (3,5 tonnes), stimulé par la baisse de plus d'un quart (- 28 %) du prix au gramme qui s'établit à 726 F.CFP. À l'inverse, les exportations de poissons diminuent d'un tiers en valeur et en volume, avec un prix au kilo qui se situe légèrement en dessous de l'année précédente (- 4 %). Dans une moindre mesure, les exportations de vanille sont aussi en retrait en valeur (- 7 %) comme en volume (- 4 %), mais les niveaux restent supérieurs au résultat des trois précédents trimestres, avec un prix au gramme quasiment stable (- 3 %). En volume, les exportations globales sont inférieures de 10 % par rapport à l'année précédente.

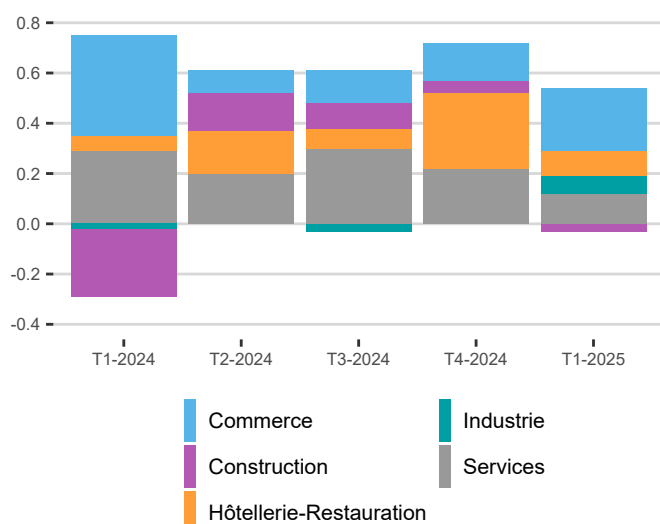
L'emploi reste robuste au premier trimestre

Au premier trimestre 2025, le nombre de salariés déclarés à la Caisse de prévoyance sociale (74 600 personnes) et les effectifs en équivalent temps plein (65 000) augmentent respectivement de 2,4 % et 2,3 % sur un an.

Si à fin mars 2025, l'indice CVS du marché de l'emploi reste bien orienté, avec une croissance solide de l'emploi salarié (+ 2,4 % en glissement annuel), la dynamique au premier trimestre ralentit par rapport au quatrième trimestre 2024 (+ 0,5 % après + 0,7 %). L'emploi progresse moins vite dans les secteurs de l'hôtellerie-restauration (+ 0,3 %) et des services (+ 0,4 %) contribuant chacun pour 0,1 point au résultat du trimestre. Dans la construction, le marché de l'emploi recule de 1,2 % et contribue pour - 0,1 point à la croissance. À l'inverse, l'emploi augmente dans le commerce de 1,1 % en mars 2025, après + 0,9 % en décembre 2024 pour représenter plus de la moitié de la hausse du trimestre en y contribuant pour 0,3 point. Également en hausse par rapport au trimestre précédent (+ 1,1 %), l'industrie enregistre sa plus forte progression depuis plus d'un an et contribue pour 0,1 point au résultat.

Dans la lignée de l'évolution du marché du travail, la masse salariale continue de s'accroître au premier trimestre 2025 (+ 3 %), portée essentiellement par la hausse des effectifs, le taux horaire ayant progressé moins vite (+ 1 % sur un an).

Fig. 3. Evolution trimestrielle moyenne de l'emploi salariés (ICS) et contributions des secteurs (points)



Source : CPS, ISPF

La consommation des ménages ralentit au premier trimestre 2025

Au premier trimestre 2025, les importations de produits à destination des ménages augmentent de 6 % en valeur et sont quasiment stables en volume (+ 1 %). En valeur, l'essentiel de la hausse s'explique par les importations de produits automobiles (+ 40 %) qui contribuent pour 4,7 points au résultat du trimestre après le recul des importations en 2024. Ainsi, en moyenne annuelle, les importations de produits automobiles restent en retrait par rapport à l'année précédente (- 1 %), même si les volumes importés du trimestre (+ 40 %) dépassent légèrement le niveau moyen de l'année précédente (+ 2,5 %). Les importations de produits alimentaires et de biens de consommation progressent de 8 % chacune en valeur et contribuent respectivement pour 3,2 points et 2,0 points au résultat. En volume, les importations de produits alimentaires (+ 6 %) et de biens de consommations (+ 6,5 %) restent bien orientées, comme en moyenne annuelle (+ 2 % pour les produits alimentaires et + 8,5 % pour les biens de consommation). Étant donné la baisse

des cours du baril de pétrole, le prix unitaire des produits énergétiques recule de 14,5 % par rapport à l'année précédente. Ainsi, la valeur des importations des produits énergétiques se contracte de 18 %, contribuant pour - 4,1 points aux importations globales des ménages. Les volumes sont également en retrait de 4,5 % et contribuent pour - 2,6 points au volume des importations à destination des ménages. Le chiffre d'affaires du secteur du commerce recule au premier trimestre 2025 et la consommation des ménages, principal contributeur à la croissance du PIB, semble ralentir en ce début d'année.

Les crédits à destination des ménages rebondissent au premier trimestre 2025

Au premier trimestre 2025, la production de crédits hors découverts recule de 6 % par rapport à la même période de 2024. Elle progresse de 1 % pour les particuliers et se contracte de 10 % pour les entreprises. La production de crédits aux particuliers progresse avec le rebond du crédit à l'habitat (+ 6 % sur un an à la fin du premier trimestre), alors que celle pour la consommation recule de 10 %. La forte baisse de la production de crédits pour les entreprises concerne à la fois les crédits pour l'équipement (- 19 %) et ceux pour l'immobilier (- 36 %), laissant présager une année morose en termes d'investissement, après la forte contraction de 2024.

Du côté des importations, les achats en biens d'équipement reculent sur les trois premiers mois de l'année en valeur (- 5,5 %) et en volume (- 3 %). En cumul annuel, les importations en biens d'équipement sont légèrement en dessous du niveau de l'année précédente (- 3 % en valeur et - 2,5 % en volume) avec des prix unitaires qui continuent de diminuer (- 0,5 %). La décrue des prix unitaires est plus forte pour les biens intermédiaires (- 13 % après - 5 % au trimestre précédent) et ses intrants du BTP (- 8,5 % après - 0,5 % au trimestre précédent). Ainsi, les importations de biens intermédiaires se redressent en valeur (+ 7 % au premier trimestre et + 3 % en cumul sur un an) et en volume (+ 11 % au premier trimestre et + 18 % en cumul sur un an) portées par la valeur (+ 12,5 % au premier trimestre et + 11,5 % en cumul sur un an) et les volumes (+ 13 % au premier trimestre et + 21 % en cumul sur un an) des intrants du BTP qui restent néanmoins en retrait par rapport aux années précédentes.

Fig. 4. Industrie

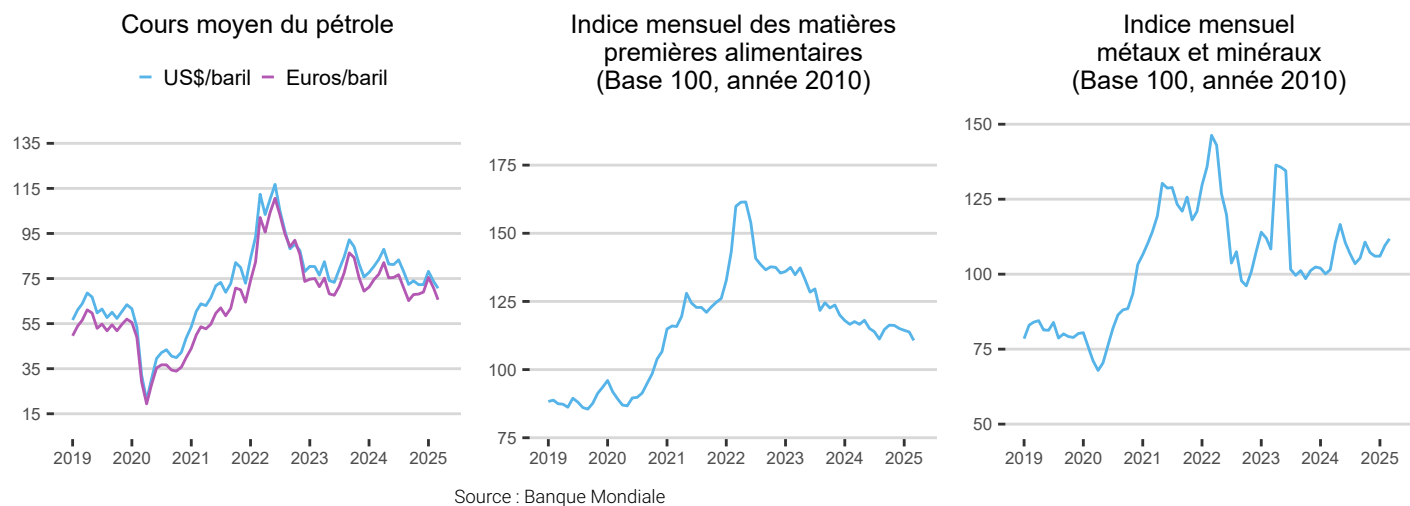


Fig. 5. Taux de change

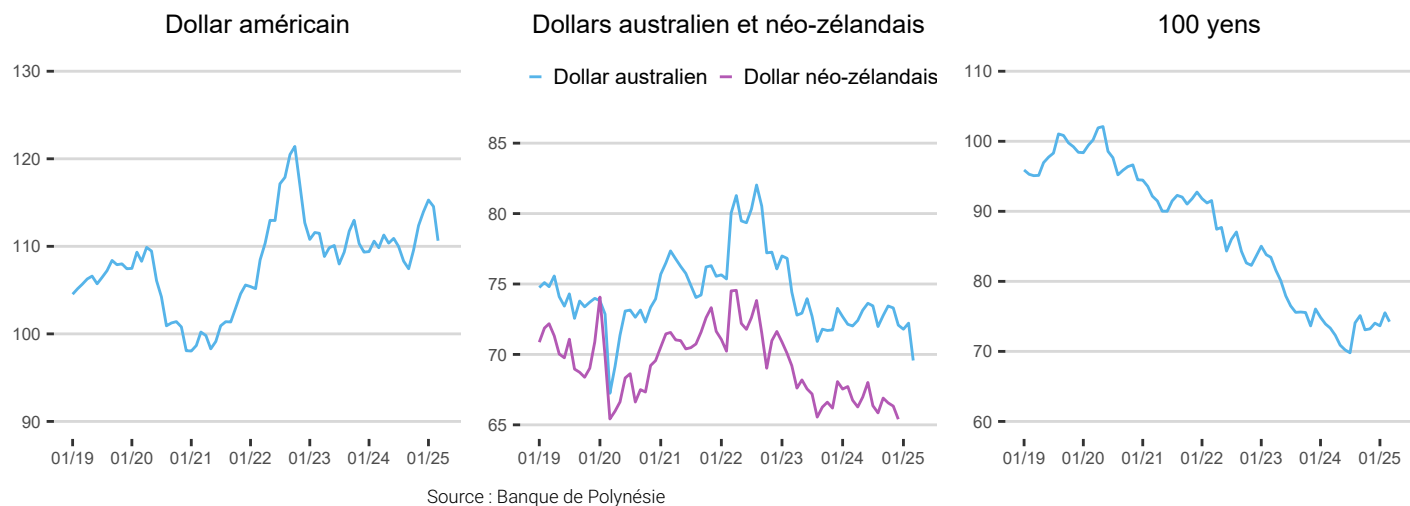


Fig. 6. Indice boursiers



TABLE 1. Tableau de bord

ENTREPRISES							
Démographie des entreprises (ICS)	mars-24	juin-24	septembre-24	décembre-24	mars-25	T / T-1	T / T-4
Créations	944	951	942	955	974	2,0%	3,2%
Radiations	631	670	705	725	774	6,8%	22,7%
Stock	37 161	37 693	38 178	38 661	39 120	1,2%	5,3%
Nbr assujetties à la TVA	7 435	7 276	7 099	6 899	nc	nc	nc

Unité : nombre, Création trimestre

Sources : ISPF, DICP

nd : non communiqué

Production	mars-24	juin-24	septembre-24	décembre-24	mars-25	T / T-1	T / T-4
Importations de Biens d'équipement	52 598	46 384	48 431	51 695	51 082	-1,2%	-2,9%
Importations de Biens intermédiaires	51 104	52 568	53 586	51 978	52 777	1,5%	3,3%
Chambres offertes (Hotels Internationaux)	872 513	878 795	890 236	906 888	927 309	2,3%	6,3%

Unités : millions de F.CFP, milliers de kWh, nombre, cumul sur 12 mois

Sources : Direction des douanes, ISPF, EDT

Résultats	mars-24	juin-24	septembre-24	décembre-24	mars-25	T / T-1	T / T-4
Chiffre d'affaires des entreprises *	1 176 912	1 183 745	1 197 253	1 200 313	1 196 445	-0,3%	1,7%
Exportations locales	22 007	21 238	0	12 047	12 713	5,5%	-42,2%
Perles de culture brute	16 249	15 504	12 463	6 981	7 791	11,6%	-52,1%
Poissons	2 380	2 378	2 435	2 295	2 128	-7,3%	-10,6%
Nuitées touristiques	4 187 907	4 218 335	4 253 037	4 308 049	4 336 016	0,6%	3,5%
Nombre de touristes	262 707	262 496	263 094	263 766	262 089	-0,6%	-0,2%
Passagers débarqués à Faa'a	381 328	382 492	386 544	385 506	353 568	-8,3%	-7,3%

Unités : millions de F.CFP, nombre, cumul sur 12 mois

Sources : Direction des douanes, ISPF, DICP, ADT

* Estimation

Emploi	mars-24	juin-24	septembre-24	décembre-24	mars-25	T / T-1	T / T-4
Nombre de salariés déclarés	72 401	73 010	73 538	73 972	74 414	0,6%	2,8%
Nombre de salariés en Equivalent Temps Plein	63 345	63 911	64 398	64 795	65 159	0,6%	2,9%
Demandes Emploi non satisfaites en Fin de Mois (DEFM)	9 984	8 869	9 660	9 039	9 964	10,2%	-0,2%
Offres d'emploi normal	7 330	7 512	7 323	7 010	6 179	-11,9%	-15,7%

Unités : nombre, cumul/moyenne des 12 derniers mois

Sources : ISPF, CPS, SEFI

MENAGES							
Revenu	mars-24	juin-24	septembre-24	décembre-24	mars-25	T / T-1	T / T-4
Salaire Moyen en équivalent temps plein	352 502	354 203	355 678	357 689	358 481	0,2%	1,7%
Masse salariale	67 012	67 927	68 708	69 548	70 091	0,8%	4,6%

Unités : F.CFP, millions de F.CFP, moyenne des 12 derniers mois

Sources : ISPF, CPS

Consommation	mars-24	juin-24	septembre-24	décembre-24	mars-25	T / T-1	T / T-4
Importations de Produits alimentaires sur 12 mois	57 555	57 488	58 105	58 860	59 899	1,8%	4,1%
Importations de Biens de consommation sur 12 mois	35 439	35 464	36 090	36 560	37 199	1,7%	5,0%
Chiffre d'affaires Commerces détails sur 12 mois *	242 575	243 154	243 915	246 100	245 527	-0,2%	1,2%
Indice des prix trimestrielle moyen	110,70	110,92	111,09	111,28	112,35	1,0%	1,5%
Importations de Produits énergétiques sur 12 mois	32 056	31 534	35 210	34 055	32 728	-3,9%	2,1%
Importations de Produits de l'industrie automobile sur 12 mois	21 161	21 013	21 331	19 414	20 957	7,9%	-1,0%
Nombre d'immatriculations (VP) sur 12 mois	6 271	6 271	6 271	6 271	nc	nc	nc

Unités : millions de F.CFP, indice base 100 2007, milliers de kWh, nombre cumul/moyenne des 12 derniers mois

Sources : Direction des douanes, ISPF, DICP, DTT

nc : non communiqué

* Estimation

Méthodologie

Indice emploi salarié marchand : cet indice est réalisé mensuellement et calculé à partir de l'exploitation avancée des déclarations de main-d'œuvre à la Caisse de Prévoyance Sociale (CPS). Ces déclarations sont obligatoires pour tous les salariés dépendant du régime général des salariés. Ces indices (base 100 en janvier 2000) permettent de calculer et de comparer facilement les évolutions entre deux périodes données.

Les secteurs de l'industrie, de la construction, du commerce, de l'hôtellerie-restauration et des autres services constituent une estimation de l'emploi salarié marchand. L'emploi salarié de ces secteurs représente 90 % du secteur marchand et deux tiers de l'emploi salarié total déclaré.

Les secteurs de l'agriculture, les administrations, l'éducation, la santé et l'action sociale, les services collectifs, sociaux et personnels et les activités domestiques sont exclus des estimations du fait de leurs structures particulières (prédominance de très petites entreprises ou d'administrations importantes) et de leurs régimes spécifiques de déclaration (retards tolérés ou déclarations trimestrielles).

Pour les trois derniers mois et en cas d'absence de déclaration de l'employeur, ces déclarations manquantes sont estimées à partir de l'évolution moyenne de l'emploi salarié des établissements déclarant à la CPS deux mois d'affilée suivant les tailles et secteurs d'activité. Ces séries sont ensuite corrigées par variations saisonnières.

Correction des variations saisonnières (CVS) : l'évolution d'une série statistique se décompose en trois facteurs : une tendance, une composante saisonnière et une composante irrégulière. La correction des variations saisonnières est une technique utilisée pour éliminer l'effet des fluctuations saisonnières normales sur les données, de manière à en faire ressortir les tendances fondamentales (tendance et composante irrégulière).

Tableau de bord : les données sont calculées en moyenne mobile ou glissante sur douze mois, ce qui permet de lisser une série de valeurs exprimées en fonction du temps (série chronologique) en éliminant les fluctuations les moins significatives et de lisser le phénomène étudié en noyant les valeurs extrêmes dans une masse de données davantage représentative d'une tendance moyenne. Cette moyenne est également dite mobile parce qu'elle est recalculée de façon perpétuelle, dès lors qu'une nouvelle donnée intègre la série en venant remplacer la plus ancienne, modifiant ainsi la date de référence.

Sources

Chaque trimestre, la publication « Points Conjoncture Te Avei'a » fait la synthèse de la conjoncture locale, reprenant l'évolution de l'ensemble des indicateurs de conjoncture économique et sociale. Ces indicateurs sont issus des enquêtes de l'ISPF, mais aussi de nombreux organismes qui collectent des informations chiffrées dans leurs domaines de compétence.

Définitions

Caisse de prévoyance sociale (CPS) : gère l'ensemble des déclarations de main-d'œuvre du régime général des salariés à partir desquelles les statistiques de l'emploi salarié sont réalisées.

Direction régionale des douanes de Polynésie française : reçoit l'ensemble des déclarations de marchandises entrant ou sortant du territoire. Ces données sont traitées par l'ISPF pour en tirer des indicateurs d'échanges de marchandises avec les autres pays et analyser les flux en importations comme en exportations.

Direction des impôts et des contributions publiques (DICP) : traite les déclarations TVA à partir desquelles l'ISPF mesure l'évolution des chiffres d'affaires des entreprises par secteur d'activité.

Direction des transports terrestres (DTT) : gère les immatriculations des véhicules et fournit les statistiques à l'ISPF.

Électricité de Tahiti (EDT) : principal opérateur pour la fourniture d'énergie électrique en Polynésie française, il transmet les statistiques de production et consommation d'électricité à l'ISPF.

Port autonome de Papeete : cet établissement public à caractère industriel et commercial gère la zone portuaire. Il identifie les navires faisant escale en Polynésie française et dénombre leurs passagers et membres d'équipage.

Service de l'emploi : réceptionne les demandes et offres d'emploi qui permettent de réaliser le suivi statistique du marché du travail.

Synthèse économique : Les indicateurs permettant de suivre l'évolution de la conjoncture internationale sont extraits des sources suivantes : Banque de Polynésie, site du journal « les Échos » sur les places boursières (bourse.lesechos.fr), instituts statistiques nationaux, banques centrales, missions économiques, Banque mondiale, OCDE et Eurostat.

Télécharger les données

 Toutes les données

Éditeur	Institut de la statistique de Polynésie française
Collection	Points Conjoncture
Numéro	1491
Auteur de la publication	Teva BELL
Rédactrice en chef	Nadine RESNAY
Directeur de la publication	Hugues HORATIUS-CLOVIS
Dépôt légal	Août 2025
Informations	Immeuble Uupa - 1 ^{er} étage 15 rue Edouard Ahnne BP 395 - 98713 Papeete Tahiti Polynésie française
Téléphone	+689 40 47 34 34
Courriel	ispf@ispf.pf
Copyright	© ISPF, Papeete 2025 La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales, si la source est mentionnée
ISSN	2118-478X

